Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.fr

Suisse

Le peuple rejette l'initiative UDC sur les criminels étrangers

- International -

Date de mise en ligne : lundi 4 avril 2016

Démocratie & Socialisme

Nous publions ici la chronique mensuelle de notre ami Jean-Claude Rennwald, militant socialiste et syndical suisse, ancien député (PS) au Conseil national suisse. Cet article est paru dans le numéro 233 de la revue Démocratie&Socialisme (mars 2016).

C'est à une très nette majorité (58,2 % de non) que le peuple suisse a rejeté, dimanche 28 février, l'initiative populaire de l'Union démocratique du centre (UDC) « Pour le renvoi effectif des étrangers criminels », laquelle exigeait que les personnes sans passeport suisse soient expulsées automatiquement, même en cas de délit mineur et sans considération de leurs racines dans leur pays d'accueil.

Cette initiative créait une justice à deux vitesses, bafouait les droits fondamentaux garantis par la Constitution, violait la Convention européenne des droits de l'homme et l'Accord sur la libre circulation des personnes conclu entre la Suisse et l'Union européenne.

Un tournant historique

Le rejet de cette initiative aux accents totalitaires constitue un tournant historique, puisqu'il intervient quatre mois après le succès de l'UDC aux élections fédérales, et surtout après l'acceptation de plusieurs initiatives du parti national-populiste, en particulier celle pour l'interdiction des minarets et encore davantage celle « contre l'immigration de masse », du 9 février 2014. Le rejet de cette initiative est dû à une bonne campagne des syndicats, ainsi que des partis de gauche et de la droite classique, mais autant à une mobilisation citoyenne remarquable : milieux sportifs, associations culturelles, organisations de défense des migrants, etc. La participation a atteint plus de 62 % ; elle n'avait jamais été aussi élevée (pour la Suisse s'entend !) depuis le rejet de l'Espace économique européen (EEE), en 1992. Preuve que les citoyens se déplacent aux urnes lorsqu'ils ont le sentiment de se prononcer sur des questions fondamentales.

Relancer le débat européen

Ce résultat doit conduire le Conseil fédéral (gouvernement suisse) et le Parlement à mener une politique moins agressive à l'égard des migrants et des demandeurs d'asile, mais aussi à relancer la dynamique des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Car il reste désormais moins d'une année pour mettre en oeuvre l'initiative « contre l'immigration de masse ». Il faut maintenant avoir le courage d'organiser un nouveau vote sur le sujet. En effet, la Suisse ne pourra pas vivre éternellement avec un article constitutionnel contraire à la libre circulation des personnes d'un côté, et de l'autre avec des accords bilatéraux dont cette même libre circulation constitue l'élément fondamental. Au préalable, il faudra faire passer la révision de la loi sur l'asile, le 5 juin, révision combattue par l'UDC.

Bon résultat des jeunes socialistes

S'agissant des autres objets soumis au vote du peuple suisse, les résultats sont relativement satisfaisants :

- Avec près de 40 % de votes positifs, l'initiative de la Jeunesse socialiste, soutenue par de nombreuses ONG et visant à édicter des prescriptions sur la lutte contre la spéculation sur les matières premières agricoles et sur les denrées alimentaires, a obtenu un bon résultat et permis d'ouvrir un débat sur un aspect essentiel des relations entre le Nord et le Sud.
- Le rejet, même serré, de l'initiative du Parti démocrate-chrétien (PDC) « Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage » est une bonne nouvelle, en ce sens que du point de vue fiscal, elle n'aurait profité qu'à une

Copyright © Démocratie & Socialisme

très petite minorité (moins de 100 000 couples !) et parce qu'elle reposait sur une conception ultra-conservatrice du mariage, limitée à la seule « union durable entre un homme et une femme ». La question de l'égalité de traitement entre couples mariés et concubins sur le plan de l'impôt reste toutefois ouverte.

- Enfin - c'est la déception de cette journée de votations - l'acceptation d'un second tube au tunnel routier du St-Gothard, au coeur des Alpes, est révélateur du poids du lobby automobile en Suisse, mais ne doit pas remettre en cause une politique des transports exemplaire, fondée sur le transfert du trafic de la route au rail.

À gauche, l'unité paie

Parmi les scrutins cantonaux également organisés le 28 février, plusieurs montrent que la gauche a assez bien joué :

- Dans le canton du Jura, les citoyens n'ont pas voulu de l'autonomisation - premier pas vers la privatisation - de l'Office des véhicules, suite à un référendum lancé par le PS, les autres partis de gauche et les syndicats. Ils ont ainsi manifesté leur attachement au service public.
- Les Lucernois ont rejeté une initiative de l'UDC qui visait à faire changer de localité les requérants d'asile une fois par année. Lorsque l'on sait que le traitement d'une demande d'asile prend souvent plusieurs années, on imagine le nombre de déménagements que cela aurait impliqués !
- La gauche reste majoritaire à l'exécutif de Fribourg, avec trois élus (2 PS, 1 chrétien-social) sur cinq.
- La gauche conserve six sièges (sur sept) à la municipalité de Lausanne, soit 3 socialistes, 2 Verts et 1 popiste (POP, Parti ouvrier et populaire, équivalent suisse du PC).

Ce dernier cas est le plus intéressant, car Lausanne, deuxième ville de Suisse romande, est certainement la localité suisse où l'unité de la gauche fonctionne le mieux. Cela pourrait peut-être inspirer les camarades français...

Copyright © Démocratie & Socialisme